La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

18ème année - N° 3134 - Jeudi 12 Avril 2018 - Prix : 200 Fc

DIPLOMATIE

Un dialogue politique pour résoudre la question de Mayotte



La délégation française reçue par le ministre Soeuf Elamine

Prières aux heures officielles
Du 11 au 16 Avril 2018

Lever du soleil:
06h 12mn
Coucher du soleil:
18h 05mn



Fadjr :	04h 59mn
Dhouhr :	12h 12mn
Ansr :	15h 20mn
Maghrib:	18h 08mn
Incha:	19h 22mn

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

Le président Azali promet la manifestation de la vérité

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

COMORES/SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Signature du plan de travail annuel 2018

Le gouvernement comorien, à travers le ministère des affaires étrangères, a procédé mardi avec le système des Nations Unies, à la signature du Plan de Travail Annuel. Un accord précédé par la réunion de validation du rapport annuel de l'UNDAF 2017 et la préparation des PTA 2018.

Le gouvernement de l'Union des Comores et le Système des Nations Unies ont procédé mardi, à la signature du Plan de Travail Annuel. Cette signature rentre dans le cadre du suivi des engagements communs entre le gouvernement comorien et le SNU et porte sur les axes prioritaires qui constituent le socle des réalisations bilatérales. Le ministre des affaires étrangères salue la détermination du Système des Nations Unies à accompagner le développement des Comores et appelle les différents départements sectoriels à renforcer ce partenariat pour mener le suivi du programme.

« Faire le bilan de l'année 2017 nous a permis de tirer les enseignements et dégager les priorités du gouvernement pour l'année 2018, objet du présent plan de travail annuel de l'UNDAF 2018 conçu pour répondre aux besoins du pays », avance Soeuf Mohamed El Amine. Le chef de la diplomatie reste convaincu qu'il faut un développement socio-économique harmonieux capable de répondre à l'ambition du président de la République de faire des Comores, un pays émergent à l'horizon 2030.

« L'exécution du plan de travail annuel nécessite un travail sans relâche, pour une meilleure articulation de la réponse du SNU aux priorités nationales à travers ce cadre de coopération », poursuit-il. Ce Plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au développement (PNUAD ou UNDAF) est mis en œuvre à travers des plans de travail conjoint en utilisant les mêmes instruments et standards de la gestion axés sur les résultats. Le dispositif de suivi prévoit la mise en place de comités et de groupes de résultats qui assurent l'obtention des résultats relatifs aux quatre effets de l'UNDAF : croissance économique, accès aux services sociaux de base, gouvernance et résilience aux changements climatiques.


Signature du plan d'action Comores SNU

« Notre appui en 2017 s'est donc accentué sur la révision de la Stratégie de Croissance Accélérée de Développement Durable (SCA2D). Les priorités des nouvelles autorités ont ainsi été prises en compte, tout comme l'agenda 2030 pour le développement durable et l'agenda 2063 de l'Union Africaine, montre Mathias Naab, le coordinateur résident du SNU aux Comores. A ce titre, notre UNDAF sera révisé cette année en vue de rester totalement aligné à la SCA2D révisée, qui demeure le cadre stratégique du pays ». Dans le même contexte, le SNU développe avec les Comores, trois projets conjoints sur les thématiques de la nutrition, du genre et des jeunes.

Mohamed Youssouf

TENSION DIPLOMATIQUE MORONI/PARIS

Les maires de Ngazidja manifestent leur soutien

Au tour de l'association des maires de Ngazidja d'apporter leur soutien à la diplomatie comorienne face au bras de fer avec la France sur la question de Mayotte. Le chef de la diplomatie comorienne qui les a reçus en audience lundi au ministère des affaires étrangères, où il était également question de la coopération décentralisée.

Face à la crise diplomatique qui entre presque dans sa quatrième semaine, le ministère comorien des affaires étrangères est témoin d'un ballet de soutien des personnalités politiques et sociales. Lundi c'était le tour de l'ensemble des maires de Ngazidja d'être reçus par le chef de la diplomatie comorienne. D'après le président de l'association des maires de Ngazidja, Djoumoi Said Abdallah, la rencontre du lundi est la deuxième du genre depuis le début de la crise. « Ce n'est pas la première fois, il y a de cela une semaine nous avions rencontré le ministre des affaires étrangères pour lui manifester notre soutien sur l'approche par rapport à cette crise diplomatique », a-t-il déclaré.


Les maires de Ngazidja reçus au ministère des affaires etrangeres

Et de poursuivre: « aujourd'hui, nous sommes venus à nouveau témoigner notre solidarité et manifester notre soutien sur la politique diplomatique qu'il mène surtout sur ce contentieux. Les élus locaux ont voulu aussi montrer que le combat pour la réintégration de Mayotte dans son giron naturel doit nous impliquer tous et que le développement du pays doit aussi interpeller chacun de nous ».

L'autre volet abordé pendant les discussions est celui de la coopération décentralisée. « Vous n'êtes pas sans savoir que le ministre des affaires étrangères est celui qui nous représente à l'extérieur et que nos investissements viennent la plupart du temps des pays amis. Autre sujet abordé, les hôtels de Ville dont certains sont financés par les dons japonais et omanais », a-t-il fait savoir.

« Nous avons reçu l'association des maires de Ngazidja qui est venu témoigner le soutien sur la politique étrangère mise en œuvre par le ministère des affaires étrangères », a déclaré Mohamed Souef El Amine ministre des affaires étrangères. Et de continuer : « nous sommes comme des passagers embarqués dans un bateau. Et quand il y a quelqu'un qui s'emploie à le trouer, l'eau qui s'infiltrera au travers provoquera sans doute un soufrage. Et si le bateau chavire ce sont tous les passagers qui périront ». Pour lui la question de Mayotte est importante « parce qu'elle nous unit tous sans distinction », a-t-il assuré.

Sur la question de la coopération décentralisée, le patron de la diplomatie comorienne leur a assuré sa disponibilité à les accompagner « pour que nos régions puissent se développer dans l'intérêt du pays ».

Maoulida Mbaé

DIPLOMATIE

Un dialogue politique pour résoudre la question de Mayotte

Le secrétaire d'Etat français auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Jean Baptiste Lemoyne a entamé une visite de 24h à Moroni. Il a été reçu par le ministre des affaires étrangères et une audience avec le président Azali Assoumani. Les deux parties ont opté pour un dialogue rénové visant à une redynamisation des relations entre la France et les Comores.

Pendant toute la journée, le ministre des affaires étrangères comorien s'est entretenu avec le secrétaire d'Etat français auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Jean Baptiste Lemoyne en visite à Moroni. Les deux parties ont parlé de la situation qui prévaut depuis plus de 3 semaines à Mayotte et se sont réjouis de l'apaisement en cours dans l'île comorienne sous administration française. Ils ont examiné les voies et moyens pour parvenir à « des solutions pérennes » sur cette question de Mayotte. «Le plus important est que dès aujourd'hui, nous avons amorcé un dialogue, un dialogue politique et des discussions franches, sincères et de faire en sorte que ce dialogue continue », déclare Soeuf Mohamed El Amine.

Le chef de la diplomatie comorienne a annoncé que la partie française a transmis un certains nombre de messages et qu'ils vont se donner le temps de réfléchir, examiner et faire des propositions concrètes par rapport aux problèmes qui sont posés. « La question de Mayotte n'est pas une question de nature à trouver une réponse paracétamol mais nous voulons une solution pérenne. Ce n'est pas en 30 minutes qu'on peut résoudre ce problème. C'est un problème qui a beaucoup de paramètres et de ramifications sur le plan juridique, historique, social et humain, poursuit-il, avant d'ajouter que « il a fallu que nous nous donnions le temps qu'il faut à notre niveau pour examiner et échanger les informations. Cela nous permettra dans les jours qui viennent d'être dans les bonnes positions pour prendre les mesures qui s'imposent ».

De son côté, le secrétaire d'Etat français a montré que le dialogue entre les Comores et la France n'a jamais été rompu et que le dialogue est le meilleur chemin pour aboutir à la résolution de cette crise. « Aujourd'hui, un changement de méthode et de dimension s'impose afin de trouver des solutions durables et pérennes, avance Jean Baptiste Lemoyne. L'acuité de la situation nécessite des résultats dans un délai rapproché ». Ils se sont convenus de renforcer le dialogue politique entre les deux pays, qui se poursuivra avec la visite du ministre des affaires étrangères à Paris le 19 avril prochain.

Mohamed Youssouf

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

Le président Azali promet la manifestation de la vérité

Le président de la République promet la manifestation de la vérité sur le programme de la citoyenneté économique. C'est ce qu'il a entre autre déclaré au moment de recevoir le rapport de l'enquête parlementaire sur la citoyenneté économique. Un rapport dont les fuites à travers les réseaux sociaux ont relancé le débat sur la corruption au plus haut sommet de l'État.

C'est le président de l'assemblée lui-même qui a remis au président de la République le rapport de l'enquête parlementaire sur la citoyenneté économique. Un document d'après Abdou Ousseini président du perchoir du palais de Hamramba qui a auparavant assuré avoir déjà remis une copie aux autorités judiciaires du pays. « Comme vous le savez bien, le parlement a deux rôles – voter les lois – et contrôler l'action du gouvernement. Dans ce cadre, c'est la première fois depuis notre accession à l'indépendance que l'assemblée a diligenté une enquête pour faire la lumière sur une telle question », a-t-il rappelé. Pour lui, c'est cette législature qui a au sein des hauts cadres de l'État.

« Il était évident qu'aujourd'hui nous rmettions ce rapport au gouvernement qui verra quelle suite donner. Dans ce document vous trouverez le rapport et les pièces y afférentes. Un document composé de cinq tomes », a-t-il expliqué, convaincu de l'impartialité de l'enquête et la crédibilité animant les membres qui ont formé la commission des enquêteurs.



Le président Azali se fait remettre le rapport sur la CE par le président de l'assemblée

Abdou Ousseini a profité de l'occasion pour répondre à ceux qui mettent en doute la crédibilité de l'enquête en elle-même, l'accusant d'ores et déjà d'être politiquement orientée. « Cela devient une habitue, ici, chez nous que du moment qu'une affaire touche un membre de la famille, on a tendance de tout faire pour nier la crédibilité ou la véracité de l'affaire. « Je vous rassure que l'enquête n'a pas été biaisée. On tentera de dire qu'elle est biaisée si les modalités ont été mauvaises. Alors que cela n'est pas le cas », a-t-il rassuré.

« Certes, il y a eu des travaux semblables dans le passé qui ont été faits mais c'est la première fois qu'un tel dossier est réalisé dans une affaire qui a causé du tort au pays à l'extérieur. Il est tout à fait normal qu'on vous félicite du travail qui a été réalisé. Maintenant la balle est dans notre camps », a déclaré le chef de l'État au moment de recevoir le document. Azali Assoumani promet de faire toute la lumière pour la manifestation de la vérité, d'une affaire qui a écorné l'image du pays à l'extérieur.

« Je ferai tout ce qu'il faut pour que les comoriens sachent la vérité sur ce dossier. Dans ce cadre l'enquête sera ouverte et les mesures seront prises contre ceux qui sont impliqués dans ce scandale », a-t-il assuré. « En deuxième lieu, l'affaire devait servir d'exemple pour nous qui sommes aujourd'hui au pouvoir et ceux qui vont nous succéder, pour qu'ils sachent qu'ils auront à rendre inévitablement des comptes par rapport aux fonctions qu'ils avaient occupées. Maintenant on verra comment on va procéder », a-t-il fait savoir.

Pour rappel, ce rapport a fait l'objet d'une vive controverse par médias interposés, surtout entre le président de l'assemblée et des membres de ladite commission, notamment le député Tocha Djohar. Abdou Ousseini a vertement accusé des personnalités politiques de ce pays d'avoir touché un supposé pot-de-vin de 125 milliards fc. Ce qui a provoqué le courroux du député d'Itsandra sud. Tocha Djohar a remis en cause le rapport qui a fuité et assure que ce n'est pas le même rapport dont il dispose, étant membre de la commission d'enquête.

Maoulida Mbaé

POLITIQUE

Le parti Orange déplore le silence de l'opposition sur Mayotte


Le parti Orange répond à l'opposition

Le parti Orange s'est exprimé hier matin sur la situation politique dans le pays, mais aussi sur la dernière sortie de l'opposition, réunie dimanche à M'béni. Le parti de Mohamed Daoudou a dénoncé les propos tenus par le secrétaire général du parti Juwa, Ahmed Hassane El Barwane, lors de ce rassemblement. La question de Mayotte a également été évoquée.

Hier mercredi, le parti Orange s'est exprimé sur la situation politique qui prévaut ces derniers temps dans le pays. La question mahoraise était également au centre des échanges, les intervenants saluant la position du gouvernement sur cette question: « Le ministre des affaires étrangères fait un travail remarquable sur cette question de Mayotte et nous espérons qu'il ira jusqu'au bout jusqu'à avoir gain de cause! », a déclaré Ismael Madi, connu sous le pseudonyme d'Obama.

Le porte-parole adjoint du parti Orange a saisi l'occasion pour dénoncer l'attitude de l'opposition qui selon lui, n'a pas évoqué cette question de Mayotte lors de son dernier rassemblement à Mbeni. « L'opposition ne fait que blâmer le gouvernement. Et eux ? Qu'est ce qu'ils font ? Dimanche, ils ont tenu un grand rassemblement et à aucun moment ils n'ont évoqué la question de Mayotte. C'est vraiment regrettable... », a déploré Ismael Madi.

Au sujet de ce rassemblement, le parti Orange a dit regretter les propos tenus par le secrétaire général du Juwa, Ahmed Hassane El Barwane. Il serait même question de poursuites judiciaires à son encontre à les en croire. « Ce ne sont pas des paroles dignes d'un ancien ministre», lâche Obama. Le conseiller Mohamed Toiam a dit regretter que l'opposition n'ait pas dévoilé son programme lors de ce rassemblement qui avait pour objet surtout d'après lui, le dénigrement du gouvernement en place. Les représentants du parti Orange enfin, appellent l'Union de l'opposition à proposer des idées pour le développement du pays, "plutôt que de palabrer".

Mohamed Youssouf

TOURISME

L'ONTC présente sa stratégie pour la promotion du tourisme aux Comores

L'Office National du Tourisme des Comores a présenté la semaine dernière, sa stratégie pour la promotion du tourisme aux Comores 2018-2020. L'accent a été mis sur 7 axes pour rendre plus attractif, le tourisme dans l'archipel.

Une nouvelle stratégie pour promouvoir le tourisme comorien dans les deux années à venir. C'est l'initiative mise en place par l'Office National du Tourisme des Comores. Une stratégie qui vient pallier aux différents problèmes auxquels fait face le secteur. La stratégie en question porte sur 7 axes. Il s'agit de la nouvelle vision de la politique d'accueil et gestion informatique, la réadaptation des missions d'information, de commercialisation et de communication, la valorisation de l'identité locale, la mise en place d'un observatoire touristique, le développement de nouveaux services, l'intégration d'une vision durable et partagée, le rapprochement avec les prestataires de tourisme, le renforcement de l'organisation et de la profession et enfin, tendre vers de nouveaux financements.

« Les Comores bénéficient de nombreuses richesses touristiques. Elles disposent d'éléments naturels, culturels au potentiel touristique qui, une fois exploité, offriront un marché touristique original et diversifié », avance Mouzzamildine Youssouf, le directeur de l'ONTC. Cette stratégie pour la promotion du tourisme aux Comores tient compte aussi du plan d'action de l'ONTC pour l'année 2018 et de son plan de communication.

Pour rappel, dans son assemblée générale tenue en début d'année, l'Office national du tourisme visait les 33 000 touristes pour l'année 2018 soit 10 000 de plus que l'an dernier. Et cela ne sera possible que par la mise en place de plusieurs actions visant à renforcer les activités et projets du secteur touristique. « Notre objectif est d'attirer le maximum de touristes dans le pays. Et pour cela, on doit mettre en place les conditions qui vont avec », poursuit-il.


Présentation de la stratégie de relance du tourisme par l'Ontc

Cette année, l'ONTC mise beaucoup sur la formation des acteurs touristiques surtout dans le domaine de l'accueil. « Aujourd'hui, pour travailler dans le domaine touristique, on doit parler au minimum 5 langues. Et c'est pourquoi, on s'est donné cet objectif de former nos acteurs », dit-il. Depuis le début de l'année, l'ONTC a lancé des activités, notamment la randonnée au Karthala ou encore la nuit blanche au Lac salé, les 21-22 avril prochain.

Mohamed Youssouf

HABARI ZA UDUNGA

Que voulons-nous?

Cette question qui a l'air d'une boutade mérite d'être posée quand nous voyons comment chacun de nous se comporte dans la vie de tous les jours. Des décideurs aux opposants de tous poils en passant par les simples citoyens que nous sommes, l'on est en droit de nous poser cette question somme toute banale.

Nous savons que dans beaucoup de pays, tous ceux qui sont dans la sphère de la production des biens et des services, se donnent des objectifs pour aboutir à des résultats. Des résultats qui doivent être préalablement bien clarifiés pour être en mesure de définir avec précision les moyens à mettre en œuvre pour obtenir ces résultats avec le plus d'efficience et d'efficacité.

Dans les iles de la lune on parle la plupart du temps de l'Education mais seulement en termes de paiements des salaires des enseignants et de la construction de salles de classe par le Fadc et des communautés locales. On n'a jamais pris réellement le temps de réfléchir sur la finalité de cet enseignement sur le devenir de nos enfants. Des écoles, oui mais pour quelle finalité ?

Nous sommes passés maitre de la critique facile et du verbe haut. Quand il s'agit de nous creuser les méninges pour nous trouver les moyens de financer les quelques chantiers que nous élaborons, tout le monde se replie sur lui-même et attend sagement que les organismes financiers veuillent bien sortir la manne de leurs coffre forts.

Il est bien connu que nous voulons le confort sans l'effort et que nous voulons qu'on nous respecte mais sans donner l'exemple. Bien sûr face à la crise financière qui touche les porte-monnaie, il est toujours difficile pour les uns et les autres de garder la tête froide, il n'en demeure pas moins qu'il faut, à l'image des anglais, adopter un certain flegme pour éviter de tomber à chaque fois dans les méandres de la pensée unique.

Cette pensée se reflète chez nous par la diatribe, l'absence de compromis et la fuite en avant. Et elle est porteuse de graves menaces pour la paix civile. Il suffit de voir nos apprentis-politiciens se mettre à donner des leçons d'économie au gouvernement alors que tous sont passés par là sans laisser des traces. Et comme le disait, je crois, Béchir Ben Yahmed : « Pour sortir du trou, il faut cesser de creuser».

Pour que cela puisse se faire, il nous faut prendre conscience collectivement du temps que nous perdons dans des débats stériles. Toujours croire que nos querelles byzantines empêchent la terre de tourner, constitue vous vous en doutez, la marque d'un infantilisme qui n'a pas fini de nous dévorer !

Les dernières joutes verbales entre l'opposition et le gouvernement ne sont pas de nature à aider le citoyen lambda à y voir clair. Au moment où est abordé la question de Maoré entre les autorités gauloises et les nôtres, la clarté des propos doit être de mise. Gardant toujours à l'esprit cet adage : « Wo wamanisiwa kwadjamana ».

Mmagaza

12E ANNIVERSAIRE DE L'ORTC

La couverture nationale, priorité du directeur général de l'ORTC

100% de couverture nationale, c'est l'objectif que s'est fixé l'office de radio et télévision des Comores à l'occasion de ses 12 ans. Lors de la cérémonie le mardi 10 avril dernier, plusieurs personnalités dont l'ambassadeur de Chine aux Comores, qui a offert du matériel à l'Ortc, comme les années précédentes.

Cela fait 12 ans, jour pour jour, que les Comores ont lancé leur chaine de télévision nationale. La station, accessible à la diaspora également, se veut être un modèle en matière d'information, d'éducation et de divertissement. Lors de la cérémonie solennelle marquant les 12 ans de la station, le secrétaire général du ministère de l'information a encouragé l'Ortc à maintenir le climat de paix qui prévaut dans le pays en diffusant des informations justes.


Célébration des 12 ans de l'Ortc

Ahmed Ben Said Jaffar dans son discours a rappelé que l'Ortc émettait depuis 2012 via satellite. Une prouesse souhaitée et rendue possible par Soilih Mohamed Soilih, ambassadeur des Comores aux Etats Unis, alors Directeur général de l'Ortc. Ahmed Ben Said Jaffar se donne deux visons clés comme principaux objectifs à savoir, s'aligner aux autres pays du monde afin de ne pas manquer le rendez-vous de la numérisation et la couverture totale nationale au niveau de la radio et de la télévision.

« Je vous l'assure, l'Ortc ne ménage aucun effort pour relever un tel défi », confiera-t-il. Parmi les partenaires de l'Ortc, la république populaire de Chine dont le représentant était convié à la cérémonie. L'ambassadeur, pour l'occasion, a offert à l'Ortc 10 ordinateurs, une photocopieuse en couleur, trois climatiseurs ainsi que des disques durs externes de grande capacité. « C'est un geste modeste mais qui vient du fond du cœur », dira l'ambassadeur qui fait rire en disant que 12 ans de la télévision c'est jeune.

Ibnou M. Abdou

Pharmacie de garde
Pharmacie Oisis petit coulée: 763 45 97

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES (FFC)

Saïd Ali consolide son opération de restructuration

A son retour de Madagascar où il a pris part à l'inauguration d'un bureau de la Caf, aménagé à Majunga, Saïd Ali Saïd Athoumane, patron de la Ffc a rencontré votre journal La Gazette des Comores/Hzk-presse. Il a exposé deux points fondamentaux du plan d'action de la Ffc : la restauration des commissions régionales d'appel, auprès des ligues insulaires et un projet d'autofinancement, parallèlement à l'accompagnement des autorités et de la Caf/Fifa.

"La restauration de la commission d'appel au niveau des ligues insulaires n'est pas une invention. La démarche est prévue dans les règlements généraux. L'article 96 et suite sont explicites. Chaque instance organisatrice des compétitions (Ligue, District), reconnue par la Ffc doit disposer d'une commission juridictionnelle d'appel. Je ne fais que me conformer aux textes », explique le patron réformiste de la Ffc.

Les commissions d'appel régionales ont été déclarées hors-jeu par l'ancien bureau exécutif de la Ffc. Elles étaient assimilées à des éléments pléthoriques. Cette politique de renforcement des capacités des structures juridictionnelles entreprise par le nouveau président de la Ffc suscite l'euphorie au sein de la communauté footballistique : « Pour nous, la renaissance des commissions régionales d'appel constitue une politique novatrice et livreuse d'espoir. Elles permettent aux équipes, qui se sentent lésées en 1ère instance, de nourrir encore de rêve avant la commission de recours, qui marque la fin des acrobaties juridictionnelles », développe un membre du staff technique de l'Amisco.

Pour le financement des activités, programmées dans le plan d'action de la Ffc, plusieurs scenarii sont au menu. Pour l'autofinancement, Saïd Ali compte renforcer les liens de la Ffc avec ses partenaires. Une haute personnalité politique de la place suggère à votre journal, La Gazette des Comores/Hzk-presse : « Je pense que la Rau conviendra à la Ffc ».


Said Ali Said Athouman
président de la FFC

La Redevance Administrative Unique (Rau) correspond à des frais de formalité. Aux Comores, elle est initialement accordée exclusivement aux administrations financières. Elle serait depuis 2011 octroyée à 12 départements de l'État, suite à une proposition d'amendement formulée par le député Fahmi Saïd Ibrahim. Quant à sa répartition, les douanes ont pris la part de lion. Pour cette politique de financement, destinée à la promotion des disciplines sportives, le commissariat à la Jeunesse et au Sport est déjà bénéficiaire depuis belle lurette. En développant une action de séduction auprès du ministère des finances pour bénéficier de la Rau, la Ffc ne risque-t-elle pas de rivaliser avec le commissariat, de se créer des ennemis et de s'attirer la foudre ? I

Bm Gondet

